

Faits Avérés, Fausses Informations, et Science du Climat

Recommandations pour l'amélioration de l'intégrité de l'information sur les questions climatiques

Résumé à l'intention des
décideurs politiques 2025.2

SYNOPSIS

Les informations trompeuses sur les causes et les conséquences du changement climatique entravent l'efficacité des réponses politiques. Le présent *résumé à l'intention des décideurs politiques* résume les conclusions du *rapport de synthèse* intitulé « Information Integrity about Climate Science: A Systematic Review » (Intégrité de l'information sur la science du climat : un examen systématique) ([SR2025.1](#)).

La principale conclusion du *rapport de synthèse* est que des acteurs puissants - y compris des entreprises, des gouvernements et des partis politiques - diffusent intentionnellement des récits inexacts ou trompeurs sur un changement climatique d'origine anthropique. Ces récits circulent à travers les canaux de la communication numérique, audiovisuelle et interpersonnelle. Il en résulte une baisse de la confiance du public, une diminution de la coordination des politiques, et une boucle de rétroaction entre négationnisme scientifique et inaction politique.

La recherche sur l'intégrité de l'information climatique dans les pays du Sud, où les impacts sont probablement importants mais mal documentés, présente de graves lacunes.

Les principaux enseignements de la synthèse sont les suivants :

1. des campagnes de désinformation coordonnées façonnent activement les récits sur le climat ;
2. le consensus scientifique est souvent déformé dans les médias ;
3. l'application de la réglementation et l'accès aux données restent inégaux au niveau mondial ;
4. la recherche sur l'intégrité de l'information est fortement concentrée dans les pays du Nord.

Le rapport se termine par une évaluation des recommandations politiques qui ont été formulées au fil du temps, en identifiant pour les décideurs politiques les quatre domaines dans lesquels l'impact a été constamment positif :

- la **législation** visant à garantir la normalisation de la déclaration et de l'étiquetage des émissions de carbone,
- des **procédures de recours en justice** afin de garantir l'application des normes,
- la **création de coalitions** entre les groupes de parties prenantes,
- l'**éducation** des décideurs politiques et du public.

Cette étude constitue la première évaluation globale et systématique de l'intégrité de l'information sur la science du climat. Elle s'appuie sur les recherches de centaines d'universitaires et sur des milliers d'études évaluées par des pairs et publiées au cours de la dernière décennie, avec un examen méthodologiquement rigoureux de 300 documents sur les solutions politiques.

Cette base de données consolidée confirme un consensus scientifique et précise les mesures urgentes que les décideurs politiques doivent adopter afin de protéger l'humanité - et la planète dont nous dépendons - d'une menace climatique qui s'accélère.

INTRODUCTION

Le débat mondial sur le changement climatique ne porte plus seulement sur le carbone, mais aussi sur la question de la crédibilité. Les efforts visant à retarder l'action sur le climat sont de plus en plus souvent menés par le biais de l'environnement de l'information : messages déformés, appels émotionnels, et actions de persuasion très ciblées. Ces efforts compromettent l'intégrité de la communication sur le climat, affaiblissent l'autorité institutionnelle et découragent l'engagement public et politique.

Le présent résumé à l'intention des décideurs politiques reprend les conclusions d'une synthèse scientifique complète réalisée par l'International Panel on the Information Environment [1]. Le document technique passe en revue 300 études évaluées par des pairs ainsi que des synthèses globales réalisées au cours de la dernière décennie. Il décrit la transformation des tactiques de communication sur le climat, identifie les nouveaux vecteurs de menace et met en évidence les lacunes structurelles de la base de données actuelle.

Il en ressort une image de perturbation stratégique, soigneusement conçue dans le but de paraître modérée, raisonnable et fondée sur des données, tout en faisant discrètement obstruction à l'action. Les dégâts qui en résultent se font sentir non seulement dans l'opinion publique, mais aussi dans les processus d'élaboration des politiques eux-mêmes. Afin de comprendre pleinement cette perturbation stratégique, il faut :

1. une **synthèse des connaissances** sur les origines et les conséquences de la crise de l'intégrité de l'information sur la science du climat ;
2. une documentation des **lacunes de la recherche** qui limitent la compréhension de l'information et de la communication sur le changement climatique ; et
3. une identification des moyens permettant d'**atténuer la crise de l'intégrité de l'information** sur la science du climat.

Pour atteindre ces objectifs, l'examen a porté sur six questions :

- **Qui.** Qui est à l'origine des informations qui ignorent, contournent et sapent la science du climat ?
- **Dit quoi.** Quelles catégories d'informations et quelles pratiques de communication menacent l'intégrité de l'information ?
- **Dans quel canal.** Quels sont les médias qui diffusent des informations trompeuses ?
- **Auprès de qui.** Qui est affecté par l'affaiblissement intentionnel ou accidentel de la science du climat ?

- **Avec quels effets.** Quel est l'impact des informations trompeuses sur la compréhension, les opinions et les comportements humains en matière de changement climatique ?
- **Avec quelles solutions potentielles.** Quelles sont les solutions identifiées par la recherche afin de contrer la menace qui pèse sur l'intégrité des informations sur la science du climat ?

RÉSUMÉ DE L'ÉTAT DES CONNAISSANCES

Qui. Les principaux agents de la désinformation climatique sont de puissants intérêts économiques et politiques : des entreprises de combustibles fossiles, des partis politiques, des gouvernements et des États-nations. Ces puissances ont uni leurs forces dans le cadre d'alliances qui opèrent souvent sans contrôle public ni transparence. Des « mercenaires » scientifiques aident et encouragent la production et la circulation d'informations erronées. Les médias traditionnels et les réseaux sociaux ont tous deux laissé tomber le public face au risque existentiel du changement climatique.

Dit quoi. Les stratégies visant à nier les réalités du changement climatique et les preuves de la science du climat ont évolué vers une minimisation de la gravité du changement climatique. Cela a pour effet de marginaliser les approches d'atténuation et d'adaptation nécessaires et de remettre en question la pertinence et l'efficacité des solutions disponibles. Dans le même temps, le nationalisme climatique s'est développé, ce qui entrave la mise en place de solutions globales et concertées pour répondre à la crise climatique.

Dans quel canal. Les médias classiques et les réseaux sociaux sont des vecteurs d'informations fausses et trompeuses sur le changement climatique. Un troisième flux de communication, par exemple, comprend les rapports de durabilité des entreprises et les échanges fermés entre les entreprises et les décideurs politiques. Ces canaux permettent aux élites de servir des gains économiques et politiques à court terme au détriment des intérêts à long terme du public.

Auprès de qui. Tout le monde peut être la cible d'informations trompeuses sur le changement climatique. Mais certaines personnes sont stratégiquement identifiées comme cibles d'influence : les élus, les fonctionnaires et les autres décideurs constituent des maillons essentiels des chaînes de communication qui façonnent les politiques et les décisions.

Avec quels effets. Ces communications influencent l'opinion publique et l'élaboration des politiques au fil du temps, en plusieurs étapes, et dans différents contextes sociaux et culturels. Les théories du complot et autres informations erronées sapent la confiance du public dans la science du climat et dans les institutions qui traduisent les preuves scientifiques en politiques opportunes.

Avec quelles solutions potentielles. La recherche a identifié quatre solutions permettant de réparer et de maintenir l'intégrité de l'information sur la science du climat :

- Tout d'abord, la **législation et la réglementation** peuvent rendre obligatoire l'établissement de rapports normalisés sur les émissions de carbone par les entreprises privées et les institutions publiques. Associée à des procédures transparentes d'étiquetage du contenu et de fourniture

d'informations correctives, la désinformation observée sur les réseaux sociaux peut être atténuée ([SFP2023.1](#)).

- Deuxièmement, les **procédures de recours en justice** permettent aux acteurs étatiques et non étatiques d'intenter des actions en justice contre les entreprises qui se livrent à l'écoblanchiment et à d'autres formes de communication trompeuse.
- Troisièmement, les **contre-publics** - alliances de citoyens, de communautés locales et d'organisations de la société civile - peuvent répondre et faire contrepoids aux alliances construites par les entreprises, les lobbies politiques et les groupes de réflexion qui cherchent à entraver et à retarder l'action climatique.
- Quatrièmement, l'**éducation à la science et aux médias** représente une stratégie à long terme qui permet aux citoyens et aux publics de répondre à la crise de l'intégrité de l'information sur la science du climat.

RÉSULTAT 1 : LE SCEPTICISME STRATÉGIQUE REMPLACE LE NÉGATIONNISME

RÉSULTATS CLÉS

Les stratégies de désinformation climatique passent du déni pur et simple à des positions vaguement sceptiques.

Le déni de la réalité du changement climatique et des résultats de la science du climat a été remplacé par un *scepticisme stratégique*, qui sème le doute sur la nature du problème et sur la faisabilité et le rapport coût-efficacité des solutions disponibles. Le scepticisme brouille les eaux de l'environnement de l'information en modifiant le sujet du changement climatique et en confondant les questions scientifiques de cause, d'effet et de remède.

Le *négationnisme* remet en question le changement climatique en tant que fait, la science du climat en tant que source fiable de preuves, et l'action en faveur du climat en tant que question politique importante.

Le *scepticisme*, quant à lui, reconnaît que le changement climatique est un fait, mais remet en question ses causes humaines. Il sape les preuves scientifiques des causes humaines et des conséquences sociales du changement climatique, et encourage le doute quant à la faisabilité et à la rentabilité des politiques climatiques.

Les *acteurs* responsables de la désinformation climatique restent les mêmes :

- les industries des combustibles fossiles et autres, qui occultent leur responsabilité dans le changement climatique, font obstruction à l'action en faveur du climat, et pratiquent l'écoblanchiment sur leur empreinte carbone ;

- les mouvements populistes de droite, qui promeuvent des plateformes politiques sceptiques et le nationalisme climatique ; et
- des alliances d'acteurs politiques et économiques qui alimentent le scepticisme dans l'élaboration des politiques et le débat public et qui sont soutenues par des groupes de réflexion conservateurs et des organisations philanthropiques.

RÉSULTAT 2 : LES DÉCIDEURS POLITIQUES SONT DES CIBLES CLÉS DE LA DÉSINFORMATION

RÉSULTATS CLÉS

Les décideurs politiques jouent un rôle central dans les chaînes qui traduisent la désinformation en obstruction et en retardement de l'action climatique.

La désinformation climatique est surtout associée aux réseaux sociaux et aux médias de masse qui façonnent les attitudes et les comportements du public. Mais *les décideurs politiques* occupent une position centrale dans les chaînes de communication qui traduisent la science du climat en décisions et en actions - ou en inaction. Les politiciens élus, les fonctionnaires et les autres agents publics sont les cibles de la désinformation sur le climat.

Les démocraties prospèrent grâce à la communication des citoyens entre eux et avec leurs représentants élus. Cependant, une grande partie des informations sur le changement climatique qui sont actuellement transmises par des intérêts puissants aux institutions de gouvernance publique sont incorrectes et peu fiables. Les sources de cette désinformation et les canaux de sa diffusion échappent généralement à l'examen du public.

Les principales *sources* de désinformation ciblant les décideurs politiques sont les groupes de réflexion conservateurs, les lobbies industriels, et les « mercenaires » scientifiques.

Les *canaux* de désinformation des décideurs politiques comprennent les rapports de durabilité des entreprises, les campagnes de relations publiques visant à blanchir les entreprises, les notes politiques partisans et les réseaux interpersonnels d'entreprises et d'acteurs politiques.

RÉSULTAT 3 : LA DÉSINFORMATION ÉRODE LA CONFIANCE DU PUBLIC

RÉSULTATS

La désinformation conduit les gens à perdre confiance dans la science du climat et dans un avenir plein d'espoir pour eux-mêmes.

Le principal effet de la désinformation sur le public est sa *perte de confiance dans la science du climat*. Les théories du complot renforcent cette méfiance et alimentent les sentiments de désillusion et d'impuissance. En conséquence, les citoyens deviennent sceptiques non seulement à l'égard des institutions qui œuvrent à la création d'un avenir durable, mais aussi à l'égard de leur propre capacité à contribuer de manière significative au changement.

Tout comme le changement climatique, la désinformation produit des effets à long terme. Plutôt que de modifier les attitudes et les comportements à court terme, la désinformation entraîne une *diminution de l'engagement* dans les questions de politique climatique et de *l'intérêt* pour les initiatives d'atténuation.

La méfiance est alimentée par *un cercle vicieux de fausses informations* qui circulent entre l'opinion publique et l'élaboration des politiques. Par exemple, les élites économiques et politiques encouragent le climato-scepticisme, ce qui alimente l'opposition du public aux politiques climatiques. Cette situation se répercute à son tour sur la sphère politique et a un impact négatif sur l'élaboration des politiques et la prise de décision.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Depuis des décennies, la science du climat documente l'accélération de la crise climatique et les solutions disponibles [2]. Les Nations Unies ont reconnu l'accès à l'information sur le changement climatique comme un droit de l'homme [3], et ont défini un ensemble de principes mondiaux afin de maintenir l'intégrité des informations accessibles au public sur le changement climatique et d'autres domaines critiques [4].

Malheureusement, la crise de l'intégrité de l'information exacerbe la crise climatique. En revanche, la science de l'intégrité de l'information sur les questions climatiques commence à faire émerger des leviers politiques positifs et constructifs pour l'amélioration de la compréhension du climat par le public. Sur la base de l'analyse de 300 publications évaluées par des pairs et produites au cours d'une décennie de recherche, quatre options politiques sont recommandées.

1. Une **législation** est nécessaire afin de garantir que le public et les décideurs politiques disposent d'informations précises, cohérentes, fiables et transparentes sur le changement climatique. La législation devrait imposer aux entreprises privées et aux institutions publiques l'établissement de rapports normalisés sur leur empreinte carbone. Les plateformes numériques et autres moyens de communication devraient mettre en œuvre des procédures transparentes d'étiquetage des contenus et de mise à disposition d'informations correctives.
2. Des **procédures de recours en justice** menées par des acteurs étatiques et non étatiques à l'encontre de toute entreprise se livrant à l'écoblanchiment et à d'autres pratiques trompeuses sont nécessaires afin de faire respecter les normes et les procédures garantissant la disponibilité d'informations précises et fiables.
3. Des **coalitions de volontaires** - au-delà des frontières nationales et dans l'ensemble des secteurs privé, public et de la société civile - doivent être créées afin de contrebalancer les alliances de puissants intérêts économiques et politiques qui diffusent des informations erronées et font obstacle à l'adoption de mesures urgentes en faveur du climat.
4. L'**éducation** doit élargir et approfondir les connaissances scientifiques et médiatiques des citoyens et des décideurs politiques, qui sont les cibles privilégiées de la désinformation. Ce sont ces décideurs qui rédigent les textes législatifs et assurent le leadership civique en réponse à la crise climatique.

Pour obtenir de plus amples informations sur les méthodes d'examen systématique et une analyse plus détaillée des résultats, veuillez consulter le

rapport de synthèse principal intitulé « Information Integrity about Climate Science: A Systematic Review » (Intégrité de l'information sur la science du climat : un examen systématique) [\[1\]](#).

CONCLUSION

La crise climatique du 21^e siècle constitue un risque existentiel pour l'avenir de l'humanité et de la biodiversité [5]. Réaffirmant la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, l'accord de Paris de 2015 [6], auquel ont souscrit 195 parties, a précisé les moyens de réduire les émissions de carbone d'ici 2030 et d'atteindre des émissions nettes nulles en 2050. Mais le monde a déjà dépassé la limite de 1,5 °C indiquée dans l'accord de Paris [7].

La science du climat a permis de mettre en évidence les sources anthropiques du changement climatique et les solutions qui s'offrent à l'humanité. Néanmoins, des informations inexactes et peu fiables sur la nature du changement climatique sont largement diffusées auprès du public et des décideurs politiques, ce qui entrave et retarde l'action en faveur du climat. Une condition nécessaire à une action climatique opportune est que les institutions nationales et internationales agissent maintenant sur la crise de l'intégrité de l'information sur la science du climat. Les décideurs politiques devraient obtenir davantage de données comparatives, en particulier des pays du Sud, sur l'intégrité de l'information climatique.

Le présent *résumé à l'intention des décideurs politiques* fournit des informations sur la crise de l'intégrité de l'information et indique les actions à entreprendre afin de réparer et de maintenir l'intégrité de l'information dans le domaine du climat. Comme la crise climatique, la crise de l'intégrité de l'information a été provoquée par l'homme. Il nous appartient, ainsi qu'à nos dirigeants politiques, de résoudre ces deux crises dans la fenêtre d'opportunité qui s'ouvre à nous entre 2025 et 2050.

RÉFÉRENCES

- [1] International Panel on the Information Environment [E. Elbeyi, K. Bruhn Jensen, M. Aronczyk, J. Asuka, G. Ceylan, J. Cook, G. Erdelyi, H. Ford, C. Milani, E. Mustafaraj, F. Ogenga, S. Yadin, P. N. Howard, S. Valenzuela (eds.)], “Information Integrity about Climate Science: A Systematic Review,” Zurich, Switzerland: IPIE, 2025. SR2025.1, doi: 10.61452/BTZP3426.
- [2] Core Writing Team, H. Lee, and J. Romero, Eds., *Climate Change 2023: Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Geneva, Switzerland: IPCC, 2023. Accessed: Apr. 14, 2025. [Online]. Available: https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/downloads/report/IPCC_AR6_SYR_FullVolume.pdf
- [3] E. Morgera, “Promotion and protection of human rights in the context of climate change: Access to information on climate change and human rights,” United Nations, Aug. 2024. Accessed: Apr. 16, 2025. [Online]. Available: <https://reliefweb.int/report/world/report-special-rapporteur-promotion-and-protection-human-rights-context-climate-change-access-information-climate-change-and-human-rights-a79176-enarruz>
- [4] United Nations, “United Nations Global Principles For Information Integrity,” 2024. Accessed: May 15, 2025. [Online]. Available: <https://www.un.org/en/information-integrity/global-principles>.
- [5] C. Huggel et al., “The existential risk space of climate change,” *Climatic Change*, vol. 174, no. 1–2, p. 8, Sep. 2022, doi: 10.1007/s10584-022-03430-y.
- [6] United Nations, “Paris Agreement,” UNFCCC (United Nations Framework Convention on Climate Change), 2015. Accessed: Apr. 14, 2025. [Online]. Available: https://unfccc.int/sites/default/files/english_paris_agreement.pdf.
- [7] United Nations, “1.5°C: what it means and why it matters,” United Nations. Accessed: Apr. 14, 2025. [Online]. Available: <https://www.un.org/en/climatechange/science/climate-issues/degrees-matter>

REMERCIEMENTS

Les contributeurs

Auteurs de la rédaction : Ece Elbeyi (scientifique consultant, Turquie), Klaus Bruhn Jensen (président du panel, Danemark), Melissa Aronczyk (Canada/États-Unis), Jusen Asuka (Japon), Gizem Ceylan (Turquie/États-Unis), John Cook (Australie), Gabor Erdelyi (Hongrie/Nouvelle-Zélande), Heather Ford (Afrique du Sud/Australie), Carlos Milani (Brésil), Eni Mustafaraj (Albanie/États-Unis), Fredrick Ogenga (Kenya), Sharon Yadin (Israël), Philip Howard (président de l'IPIE, Canada/Royaume-Uni), Sebastián Valenzuela (directeur scientifique de l'IPIE et président du comité scientifique et méthodologique, Chili). Codeurs : Mara Günther et Maria Florencia Nebreda. Évaluations générales indépendantes : Robert Brulle, Jennifer Jacquet, Stephan Lewandowsky et Timmons Roberts. Vérification des faits : Heidi Schultz. Conception : Domenico Di Donna. Révision : Romilly Golding. Nous remercions le secrétariat de l'IPIE pour son soutien : Lola Gimferrer, Egerton Neto, Wiktorja Schulz, Donna Seymour, Anna Staender et Alex Young.

Citation préférée

Un *résumé à l'intention des décideurs politiques* de l'IPIE fournit un aperçu de haut niveau de l'état des connaissances et est rédigé pour un large public. Un *rapport de synthèse* de l'IPIE utilise des techniques de méta-analyse scientifique, d'examen systématique et d'autres outils d'agrégation des preuves, de généralisation des connaissances et de construction d'un consensus scientifique, et est rédigé pour un public d'experts. Un *document technique* de l'IPIE aborde des questions de méthodologie ou fournit une analyse politique sur un problème réglementaire précis. Tous les rapports sont disponibles sur le site web de l'IPIE (www.IPIE.info).

Ce document doit être cité comme suit :

International Panel on the Information Environment [E. Elbeyi, K. Bruhn Jensen, M. Aronczyk, J. Asuka, G. Ceylan, J. Cook, G. Erdelyi, H. Ford, C. Milani, E. Mustafaraj, F. Ogenga, S. Yadin, P. N. Howard, S. Valenzuela (eds.)], “Facts, Fakes, and Climate Science: Recommendations for Improving Information Integrity about Climate Issues” Zurich, Switzerland: IPIE, 2025. SFP2025.2, doi: 10.61452/QHRL3301.

Financeurs

L'International Panel on the Information Environment (IPIE) remercie ses financeurs pour leur soutien. La liste complète des partenaires financiers est disponible sur le site www.IPIE.info.

Les opinions, résultats, conclusions ou recommandations exprimés dans ce document sont ceux de l'IPIE et ne reflètent pas nécessairement les points de vue des financeurs.

Déclaration d'intérêts

Les rapports de l'IPIE sont élaborés et révisés par un réseau mondial de chercheurs affiliés et de scientifiques consultants qui constituent des groupes scientifiques spécialisés et des équipes de collaborateurs. Tous les contributeurs et réviseurs remplissent des déclarations d'intérêts, qui sont examinées par l'IPIE aux stades appropriés du travail.

Informations sur les droits d'auteur



Cette œuvre est placée sous licence Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International (CC BY-NC-SA 4.0)

À PROPOS DE L'IPIE

L'International Panel on the Information Environment (IPIE) est une organisation scientifique indépendante et mondiale qui s'engage à fournir les connaissances scientifiques les plus exploitables sur les menaces qui pèsent sur l'environnement mondial de l'information. Basé en Suisse, l'IPIE a pour mission de fournir aux décideurs politiques, à l'industrie et à la société civile des évaluations scientifiques indépendantes sur l'environnement mondial de l'information en organisant, en évaluant et en valorisant la recherche, dans le but général d'améliorer l'environnement mondial de l'information. Des centaines de chercheurs du monde entier contribuent aux rapports de l'IPIE.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter l'International Panel on the Information Environment (IPIE) à l'adresse suivante : secretariat@IPIE.info. Seefeldstrasse 123, P.O. Box, 8034 Zurich, Suisse.



International Panel on
the Information
Environment

Seefeldstrasse 123
P.O. Box 8034 Zurich
Switzerland

